LIRE ET FAIRE CIRCULER

233
C.I.R.A.

MANIFESTE

AUX

TRAVAILLEURS

DES

VILLES ET DE LA CAMPAGNE

PRIX : 10 CENTIMES

EDITION
du Groupe « l'EDUCATION SOCIALE »
rue Lhonneux, 137, à Flémalle-Grande
et rue Elva, 19, à Flémalle-Haute

1913
Imprimerie Ch. DESTORDEUR, Hollogne-aux-Pierres

C.I.R.A.

MANIFESTE

AUX

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DE LA CAMPAGNE

ECHOS - INTERET - NATIONS - PENSÉE - ACTION
REVUE DE CULTURE HUMAINE
BRUXELLES
64, Gal. du Commerce
C.I.R.A.

Travailleur,

Est-il bien vrai, comme on te l'a dit, que les anarchistes soient des exaltés, des confusionnistes ou des criminels ? Est-il vrai qu'ils ne cherchent qu'à amener le désordre dans la société, qu'à bouleverser les associations ouvrières, qu'à prendre au campagnard le bout de champ qui lui reste et qui lui permet à peine de vivre ? Non, cela est faux. Les anarchistes sont, comme toi, des travailleurs, et ils ne sont révoltés que contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation. Ce qu'ils veulent, c'est le bien-être et la liberté pour tous. Voilà, il est vrai, une attitude que la morale courante réprouve absolument ; mais tu vas voir qu'elle est des plus légitimes.

Il est de fait, n'est-ce-pas ? que ce sont des manœuvres et des maçons, carriers, cimenteurs, gypsiers, charpentiers, menuisiers, ferblantiers qui turbinent à la construction de toutes les maisons, des plus belles comme des plus modestes. Comment se fait-il, dès lors, que ce soit précisément ces travailleurs qui soient le plus mal logés ? comment se fait-il qu'on les ait relégués dans la banlieue ou dans les mauvais quartiers des villes, dans les taudis empestés, obscurs, humides, sans air et sans espace ? Et comment ceux qui n'ont jamais touché à une seule pierre, les riches, les législateurs, les avocats, les journalistes, les fonctionnaires, les trafiquants et les rentiers ont-ils pu accaparer les

plus luxueux et les plus agréables logis ? Voilà un non-sens qu'on ne saurait tolérer. Et puisque ce sont des travailleurs du bâtiment qui, seuls, ont permis, par leur labeur, l'édification des maisons, c'est évidemment à eux d'en disposer, c'est à eux de s'y loger en tout premier lieu, et confortablement, eux et leur famille, eux et leurs amis. Rien de plus logique.

Mais il y a plus. Alors que le paysan sème le blé et le récolte péniblement, sans qu'aucun faiseur de lois ne lui donne jamais un coup de main, si ce n'est pour le grever d'impôts, d'hypothèques et de servitudes ; alors que les ouvriers boulangers et bouchers, les employés des services de transport, les bûcherons et les mineurs travaillent à ce qui est indispensable à la vie de tous — les aliments — ne voit-on pas encore ces mêmes ouvriers privés souvent du strict nécessaire ? Ne voit-on pas les enfants des prolétaires manquer d'une nourriture suffisante et saine, leurs compagnes accablées d'ouvrage, éreintées, enlaidies, tandis que ceux qui n'ont jamais rien produit dans le domaine de l'alimentation, les officiers, les conseillers, les capitalistes, les pasteurs et les curés se font servir, sans cesse, les meilleurs morceaux, s'en gavent souvent, les gaspillent parfois ? C'est là un autre non-sens, monstrueux véritablement, et que notre inertie de producteurs ainsi que la fourberie des dirigeants peuvent seules expliquer.

Même constatation à faire en ce qui concerne les vêtements. Sans les tisserands, les cordonniers et les tanneurs, les lingères, les lessiveuses, sans les chapelières, etc., la vie, à l'heure actuelle, serait bien compromise. Or, on le sait, ce sont encore ces ouvriers-là, ou leurs semblables d'autres métiers, qui manquent le plus souvent de langes pour les bébés, d'habits de rechange pour la famille, de bons manteaux quand il fait froid. Le cordonnier est toujours le plus mal chaussé : dicton populaire profondément vrai ! Et tandis que maçon, ou paysan, ou couturière se meurt lentement de privations, ceux qui n'ont point contribué

aux possibilités de la vie sont le mieux logés, alors qu'ils n'ont pas travaillé aux maisons ; ils sont le mieux nourris en ne voulant pas travailler à l'alimentation ; ils sont le mieux vêtus en ne travaillant jamais aux tissus. Pour comble d'insanité, ces objets utiles et nécessaires à la vie, qu'ils détiennent indûment, ils prétendent en avoir la jouissance exclusive, ils en ont fait *leur* propriété, la sainte, l'intangible *propriété*. Et, non seulement ils ne veulent pas que les pionniers du travail y touchent, mais encore, en tant que détenteurs de l'*autorité*, ils savent envoyer leurs chiens de garde — les prêtres avec leurs paroles de résignation, les politiciens avec leurs promesses mensongères, la police et les tribunaux, l'armée et les geôliers — contre les prolétaires qui réclament une amélioration à leur sort inique.

Ainsi, travailleur de l'usine, ouvrier des champs, tu l'as compris sans doute : le capital, c'est nos fronts qui l'ont sué. **La propriété c'est le vol.** Et le gouvernement n'est que l'institution indispensable au maintien de l'ordre de choses existant. **L'autorité, c'est notre esclavage.**

Nous venons de prononcer le mot *ordre*. Sais-tu en quoi consiste ce fameux *ordre* de la société actuelle, cet *ordre* qu'on nous reproche de vouloir détruire ? Sais-tu en quoi il se résume ? Les enquêteurs de la bourgeoisie vont nous répondre : c'est que les enfants des pauvres, comme s'ils avaient moins le droit de vivre, meurent dans une proportion de cinq à huit fois plus grande que les enfants des riches, c'est que la mortalité dans les classes pauvres est trois à quatre fois plus forte que dans les classes riches. Alors qu'il meurt, par année, *une* personne sur cent dans les quartiers aisés, il en meurt *trois ou quatre* dans les ruelles des travailleurs. Et pourquoi ? Parce que les travailleurs, qui pourtant produisent tout, ont été spoliés du fruit de leur travail, parce qu'on ne leur en laisse qu'une petite part, la plus mauvaise, absolument dérisoire, et parce que nos maîtres ont su s'emparer

des biens qu'ils n'ont pas produits et qu'ils consomment largement.

Mais une telle injustice ne doit pas être. Et puisque les travailleurs fabriquent, construisent, édifient tout, ils ont droit à tout, en tout premier lieu, et où que ce soit. C'est **le droit à l'aisance,** à la vie pleine et entière, qu'ils doivent exiger ; c'est le droit à la vie, en définitive, qui doit devenir une réalité.

Et comment cela ?

*
* *

Eh bien ! voilà, camarade,

Les hommes, tu le sais, ne peuvent exister qu'en associant leurs efforts dans tous les domaines. A l'inverse de la société présente, où l'homme exploite l'homme, où l'homme domine l'homme, nous voulons établir une **civilisation communiste-anarchiste,** où l'association des individus soit libre et voulue, où n'existerait plus la propriété (ce pouvoir d'abuser des choses), ni l'autorité (ce pouvoir d'abuser des gens). Nous ne voulons donc pas détruire la vie en société, l'esprit sociable, mais anéantir l'esprit propriétaire et l'esprit autoritaire. C'est l'entente volontaire entre gens qui se comprennent, qui ont des aspirations, des sympathies communes, des besoins, des intérêts communs ; c'est la libre fédération des individus, des groupes et des communes que nous préconisons. Notre communisme-anarchiste est donc une forme d'association de producteurs, pour la vie en société, entre égaux, un contrat amical, en toute franchise et bonne foi, qui développe, à notre avis, les relations entre les individus sans qu'ils perdent de leur autonomie. La liberté de chacun, lorsqu'aucun maître, patron ou officier ou bureaucrate n'a de droits spéciaux à faire valoir sur quoi que ce soit ou sur qui que ce soit, et lorsque tous les adhérents sont bien d'accord sur l'œuvre à poursuivre, la liberté de chacun s'accroît constamment au contact de la liberté d'autrui.

La commune anarchiste est une fédération, égalitaire

et libertaire, de groupes et de travailleurs, ayant pour but la production des objets nécessaires à la vie, sans entretenir de parasites. Ce sera évidemment les ouvriers et les paysans qui auront, comme par le passé, à assurer la production, afin que rien ne manque aux habitants de la communauté, c'est-à-dire à eux-mêmes, ainsi qu'aux vieillards, aux enfants et aux malades. Pour cette besogne, que nous ne prétendons nullement vouloir régler à l'avance, parce que nous ne sommes pas des prophètes, il est probable que des groupes de production sauront s'organiser, groupes qui existent d'ailleurs déjà, en partie, comme les syndicats et les fédérations de métier ; quant aux moyens d'assurer le boire et le manger à tous, ou ce qu'on appelle la consommation, nous pouvons dire que les Unions ouvrières locales, ou chaque corporation apportera ce qu'elle a produit (pain, livres, souliers, etc.) que les Bourses du travail, comme il en existe en France, sont tout indiquées pour s'en occuper. Rien là-dedans d'impossible à réaliser. Insistons même sur ce fait que tout cela est réalisable avec les hommes tels qu'ils sont; avec les hommes qui travaillent sans exploiter leur prochain. Les paysans, eux-mêmes, dans leurs syndicats et coopératives agricoles, arriveraient facilement à régler la vie, sans décret, sans permission, sans dieu ni maître. Il est certain, d'ailleurs, que de tous temps les champs furent ensemencés sans l'intervention du maire et des autorités ; que les vêtements ont été taillés, cousus sans les lois des rois et des gouvernants ; que les chemins, les routes, les ponts n'ont pas été arrangés grâce aux coups de mains des rentiers, des fonctionnaires, des percepteurs ; que les maisons ont été construites sans les exigences de louage des propriétaires. On en fera toujours autant, sans eux, certes, et lorsque tous ces improductifs, ces parasites, mettront la main à la pâte — et ils sont nombreux, sacrebleu ! — la richesse de la communauté pourra augmenter dans de notables proportions, le repos sera possible davantage, et

l'aisance pour tous sera un fait accompli. Ainsi, tout ce que les travailleurs produiront, au lieu d'être mis au bénéfice d'une certaine catégorie d'individus, comme aujourd'hui, sera profitable à la communauté tout entière. Et personne, ayant faim, ne mangera deux miches de pain s'il n'en a besoin que d'une ; et personne n'accumulera, n'entassera pour lui seul. On obtiendra de chacun selon ses forces et l'on distribuera à chacun selon ses besoins. Mais encore une fois, pas de supérieurs ni d'inférieurs, pas de patrons ni de salariés, pas de dirigeants ni de gouvernés ; la commune sera la réunion libre d'associations ouvrières et paysannes, qui assureront la liberté et le bien-être à tous.

* * *

Poursuivons notre esquisse de l'organisation future de la société. Chaque commune, dans le pays, doit être indépendante. C'est dire qu'elle a, certainement, des rapports d'amitié et d'intérets divers avec les autres communes, mais sans se soumettre à qui que ce soit, sans se subordonner à un gouvernement quelconque, cantonal, central ou simplement administratif. Si un bureau de correspondance est nécessaire (et ce sera le cas, nous le prévoyons), ce bureau n'aura aucun pouvoir directorial, gouvernemental. Qu'il soit là pour faciliter les relations, qu'il fournisse les renseignements qu'on lui demande, qu'il provoque les initiatives et coordonne la besogne, qu'il établisse par ses statistiques les besoins des humains afin d'y faire correspondre la production ; mais rien de plus !

Les ouvriers des villes pourront alors confectionner les habits et construire les machines que les nécessités de la vie et celles de la production agricole et industrielle réclament. Ces vêtements, ces machines, avec tant d'autres objets, fabriqués dans les cités, seront déposés dans des magasins généraux où chacun viendra se servir, sans payer aucune redevance.

Les campagnards, de leur côté, après avoir prélevé sur les récoltes et sur les bestiaux tout ce dont ils

auront besoin, viendront à leur tour déposer dans ces mêmes magasins les produits des champs. En retour, ils prendront, en bons collègues, ce qui leur manque en machines, en vêtements ou en autres choses.

L'organisation même des services de transport, dont le bon fonctionnement, à tout instant, doit garantir tant de vies humaines, peut se faire sur les mêmes bases de libertés. Des bureaux de camarades ingénieurs et administrateurs arrangeront, de connivence avec les employés, et amicalement, tout ce qui a rapport aux horaires et aux trafics. Les grandes compagnies internationales n'ont-elles pas su se concerter et tout régler sans qu'on les y force ? On se passera donc parfaitement des directeurs arrogants, pleins de suffisance et de morgue, ayant le droit de manger, par leurs hauts salaires, dix fois plus qu'un serre-frein. Non, on s'en tiendra à l'équivalence la plus complète dans les fonctions, en tout et partout.

Les échanges se feront sans argent, ça va sans dire, absolument librement, déterminés seulement par les seuls besoins des individus. L'argent aura été supprimé, ainsi que les billets de banque et autres paperasseries. Car conserver les valeurs monétaires favoriserait l'accumulation de richesses entre quelques mains et rétablirait en peu de temps tout le système capitaliste. L'échange sera libre, comme la production et la consommation.

Disons, au surplus, que les associations de travailleurs seront formées de joyeux compagnons, contents de se sentir libérés du patronat et des questions d'argent ; que le travail sera rendu agréable par l'absence de garde-chiourme et d'exploiteur, par l'absence des parasites qui prélèvent la part du lion. Quelques heures de travail par jour (quatre à cinq, a-t-on calculé) suffiront amplement à la production nécessaire et utile, puisque, ne l'oublions pas, on aura supprimé le travail inutile et nuisible, tels que les armements terribles qui permettent à des peuples entiers de se

tuer les uns les autres, sans se connaître, et parce que leurs maîtres, au nom de la Patrie, le leur commandent. Les canons, les fusils, les uniformes, seront devenus superflus, puisque plus aucun propriétaire n'aura plus aucune propriété privée à faire sauvegarder. Nul besoin, non plus, de la paperasserie administrative, boursicotière et commerciale, du luxe imbécile qui sert de passe-temps à nos bourgeois, des produits qui empoisonnent le corps et le cerveau ; de ces marchandises, surtout, que nous imposent la cupidité et l'inconscience crasse des fabricants et commerçants contemporains, et où tout est contrefaçon, fraude, artifice, saleté. Puis, tous les patrons, commis, policiers, juges, domestiques, brasseurs d'affaires, gratte-papier, législateurs, prêtres et soldats pourront s'atteler, comme de juste, et gaîment, à une besogne essentiellement utile, belle et saine. Ce sera la régénération de l'humanité, dans la production, **par l'égalité et la liberté**.

Mais si l'on ne travaille que quelques heures par jour, que fera-t-on le reste du temps ? ne sera-t-on pas désœuvré ? Oh non, camarade, car les sciences et les arts pourront être mis, enfin, à la portée de tous; les pures joies des travaux de laboratoire, la jouissance des beautés littéraires, les voyages, les spectacles, tout cela ne restera plus l'apanage de quelques-uns, mais deviendra la propriété commune. Le souci du lendemain n'existera plus pour les travailleurs de la société communiste ; l'ennui, le dégoût de la vie se feront rares. La femme, devenue l'égale de l'homme, aura plaisir et joie à prendre une part active à la production matérielle, intellectuelle ou artistique. Les enfants, raisonnablement procréés, pourront être élevés avec tous les soins qu'il faut à leur nature délicate, curieuse, franche et si sympathique. Les vieillards pourront finir leur vie en paix. Car les magasins approvisionnés continuellement par le travail de tous les individus valides, offriront une réserve continuelle où tous pourront puiser.

C'est ainsi que *nous entendons par civilisation communiste-anarchiste une organisation sociale fondée sur l'égalité matérielle complète, qui seule rendra supportable les inégalités physiques et intellectuelles, et sur toutes les libertés qui ne gênent pas cette égalité.*

Te voilà au net, camarade, au sujet de ce que nous voulons.

Mais comment y arriverons-nous ?

*
* *

Ouvriers des villes,

Ce'ui qui n'a rien est, et sera toujours, l'esclave de celui qui possède. Aussi ne pouvons-nous concevoir notre émancipation qu'en reprenant à la bourgeoisie tout ce que nous avons confectionné, tout ce qu'on nous a enlevé : les spacieux appartements bien éclairés, bien aérés, les bons lits et les fauteuils qui nous permettront un repos salutaire après le labeur quotidien, les tables garnies de mets réconfortants, les habits chauds, commodes et propres. Mais il faut que cette reprise se fasse au profit de tous, en de vastes proportions. En petit, ce ne serait qu'un pillage qui n'aboutirait qu'à un changement de propriélaires ; en grand, c'est le commencement de l'organisation du communisme. Aussi, quand nous en aurons la force, quand toute une région, quand de grandes villes se seront débarassées de leurs gouvernants, notre œuvre sera toute tracée : il faut que l'avoir social détenu par les particuliers fasse retour à son véritable maître, tout le monde, il faut que l'outillage entier revienne à la communauté. C'est là, ce qui constituera *l'expropriation.*

La bourgeoisie, sans doute, ne se laissera pas exproprier sans coup férir, sans se défendre violemment, férocement. Aussi devrons-nous procéder avec rapidité et décision, sans hésitation aucune, forts de nos droits les plus stricts.

Depuis les dures expériences de tant d'années, il ne nous reste aucun espoir de secours et d'appui des soi-disant progressistes de gouvernement. Le parlement est d'ailleurs un milieu parfaitement bourgeois, et, de législature en législature, les députés radicaux ou même socialistes accentuent toujours plus leur retour aux idées conservatrices. Et puis, l'Étatisme, comme la Centralisation, comme la Démocratie, sont des formes d'organisation où des supérieurs — et par conséquent des inférieurs — sont nécessaires, où l'égalité, où la liberté pour tous ceux d'en bas ne sont qu'illusion, et nous ne voulons plus de ces différences. Quant à la légalité qu'on nous présente comme une voie à suivre, n'est-ce pas une grossière fourberie ? La bourgeoisie a accordé au peuple un bout de papier — le bulletin de vote — pour défendre ses droits ; mais elle s'est réservée des fusils pour faire défendre ses intérêts, à elle. Cette simple constatation en dit long. Non, voyez-vous, la société bourgeoise est à combattre par nous dans les moindres de ses institutions, parce que cela forme bien un tout, qui, durant des siècles, n'a jamais contribué qu'au maintien de l'asservissement de la plèbe. Jamais l'inanité des réformes ne s'est montrée aussi clairement qu'aujourd'hui. Tout ce qui nous est proposé ne touche en rien au régime de la propriété individuelle, et, au fond, le but poursuivi n'est autre que celui de fortifier ce même régime en rendant son fonctionnement plus régulier, plus en accord avec une situation nouvelle.

Tout autre est notre programme.

Et c'est vers **l'expropriation de la bourgeoisie** que les producteurs ont à marcher. Comme ils sont l'elément vital de toute société, les seuls intéressés aux transformations sociales, les seuls pouvant constituer entre eux une société raisonnable, c'est à eux-mêmes d'entreprendre le mouvement libérateur. *L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, telle est la formule scientifique de l'ancienne « Association internationale des Travailleurs», que nous, les communistes-anarchistes, faisons nôtre aussi, et qui est puissamment entrée dans les faits par l'*action directe*. Et cela est bien !

Les bourgeois ne pourraient pas vivre un jour entier sans que les producteurs ne leur fournissent tout ce qui est indispensable à la vie, le pain, les vêtements, les meubles, la lumière, les combustibles, les moyens de transport. Il est clair qu'il n'y a pour leur faire rendre gorge, à ces bourgeois qui nous grugent, nous oppriment, qu'à *ne plus travailler pour eux*. Il s'agit ainsi de leur rendre l'existence intenable, en désorganisant, aussi souvent que possible, et de plus en plus, leur pouvoir de consommation. Lorsque ces gens ne trouveront plus, à tout moment, le pain, là, le matin, tout préparé, ils se sentiront déjà passablement ébranlés ; et si on les prive de tous les objets de première nécessité, alors il ne leur restera plus qu'à se mettre à produire eux-mêmes. De parasites qu'ils sont, ils seront devenus des producteurs. Et nous, c'est pour nous-mêmes, pour nos égaux, que nous pourrons travailler. La lutte de classes qui se précise par notre tactique aura abouti, en fait, à la suppression des classes. C'est donc en multipliant les cessations de travail pour le compte des autres que nous arriverons à rétablir dans la société des situations normales; c'est en accroissant sans cesse le nombre de grèves, en les intensifiant, en les généralisant, qu'on menacera le plus certainement les modes de vie de la bourgeoisie.

La **grève générale**, *complétée par une forte propagande antimilitariste, apparaît, dès lors, comme l'arme de combat par excellence. Non pas la grève des bras croisés, dans l'attente d'une capitulation de nos ennemis, mais la grève active, la grève révolutionnaire procédant à l'expropriation de la classe capitaliste. Le prolétariat, ayant compris sa tâche, ne s'énervera plus dans l'attente des*

solutions pacifiques qui furent toujours douloureuses pour lui. Il s'emparera de ce qui constitue la richesse collective dont il fut le bon ouvrier avant d'en être dépouillé.

La terre, les immeubles, les fabriques, les usines, les mines, les voies de communication, les moyens de transport, toutes ces œuvres de sa force créatrice deviendront propriété commune pour la satisfaction des besoins de tous. Révolté internationalement, le prolétariat saura organiser, avec ses frères d'autres pays, l'échange des produits nécessaires à la vie, sans en faire un moyen de domination, d'accaparement. Et ayant su procéder à l'expropriation, il saura défendre ses conquêtes.

Et retenez bien ceci, ouvriers ! Dès que vous en aurez la possibilité, vous vous occuperez, avant tout, de manger à votre faim, sans décret, sans payer de tribut. Il ne faudra pas perdre son temps à discutailler sur la place de l'Hôtel-deVille, ni à nommer des députés. Ces êtres-là redeviendraient des maîtres, fussent-ils dix fois bien intentionnés. Pour travailler et pour consommer, nul besoin de permission ni de loi. La grève générale, ce sera la prise de possession, bien décentralisée, de la mine par le mineur, de la poste par les postiers, de l'usine par le métallurgiste, de la ferme par les métayers, du sol et des instruments de production par les travailleurs — la révolution en un mot. Bientôt, peut-être, les conflits, qui deviennent de plus en plus fréquents, amèneront des événements décisifs ; la lutte éclatera, formidable, entre le régime capitaliste et le peuple révolté voulant vivre. Devant lui se dresseront toutes les forces de réaction pour le maintien des privilèges et pour la perpétuation de sa servitude — depuis le bienfaiteur de la législation ouvrière qui cherche à consacrer légalement le droit d'exploiter son prochain, jusqu'à la soldatesque qui tire sans broncher sur le peuple, comme

à Göschenen en 1875, où quatre mineurs désarmés furent lâchement fusillés, comme en France, en Italie, en Russie, en Europe, en Amérique, partout.

Préparons-nous donc, camarades travailleurs, à la lutte finale pour l'émancipation la plus complète. Par la grève générale à la liberté !

*
* *

Et vous, travailleurs des champs,

La plupart d'entre vous possèdent un petit lopin de terre, d'autres sont obligés de louer leurs bras pour vivre, mais tous vous menez une vie bien dure, car le plus beau de vos revenus s'en va à la banque hypothécaire voisine ; parce que vos fils sont appelés à la caserne au moment où les travaux de la campagne les attendent ; parce que dans votre village se sont établis toutes sortes de propres à rien, des ronds-de-cuirs, des agents d'affaires, des prêtres, des gendarmes, quelquefois des châtelains avec leurs laquais. Mais vous souffrez surtout de la propriété. Dans le cours des âges, vous avez morcelé la terre par d'innombrables enclos, par des haies, des murs et des fossés. Et les compagnons se disputent souvent pour savoir si un épi poussé à droite ou à gauche du sillon est bien à eux. Notre bonne mère la terre, qui n'est point le fruit du travail des hommes, ne saurait être divisée. Tout naturellement, elle doit être à la dispotion de tous ceux qui la font produire par leur travail. C'est de l'asservissement de la terre et de sa division entre différents peuples que sont nées les guerres entre nations ; et c'est de l'asservissement de la terre et de sa division entre différents individus que sont nées les querelles entre frères. C'est pour cela qu'il vous faut, coûte que coûte, considérer les terres comme bien de la communauté entière et combattre l'esprit de propriété ; c'est pour cela qu'il faut repousser l'autorité, également, qui ne fait que sanctionner la propriété.

Et puis, par exemple, le battage des blés à bras n'est-il pas des plus pénibles, le labourage avec une bête de somme n'est-il pas horriblement long ? Allons, les amis, procurez-vous des machines en commun, installez dans la cité ce qui est nécessaire aux besoins de tous, prêtez-vous, fraternellement, de voisin à voisin, les instruments de travail, et turbinez ensemble à une seule terre, **la terre de tout le monde**. Après la récolte, avant l'époque d'un nouveau labour, comme en certains coins de Serbie, de Russie, de Hollande, de France et du Canada, réunissez-vous pour discuter des affaires communes. Le jeune homme qui s'est marié librement, la famille qui s'est accrue d'un enfant ou chez laquelle est entré un hôte, exposeront leur situation nouvelle, et on leur donnera une part plus grande de l'avoir commun, pour satisfaire leurs besoins plus grands. Et chacun besognera sur la terre nourricière, heureux d'être en paix avec les frères qui travaillent à côté de lui. Un incendie dévore-t-il telle cabane, tous s'occupent, sans commandant, à la reconstruire ; une crue d'eau a-t-elle détruit une portion de champ, on en prépare un autre, en commun ; en commun, on construit la digue. Et pour tout cela, pas besoin de capitaux. L'entr'aide suffit. Un seul paît les troupeaux de la communauté, et le soir, les brebis, les vaches savent reprendre le chemin de leur étable sans qu'on les y pousse. La commune est à la fois la propriété de tous et de chacun.

Mais dans tout ce que vous entreprendrez ne comptez jamais que sur vous-mêmes. Les sociétés capitalistes et les gouvernants vous ont-ils, au moins une fois, aidé efficacement lorsque vous vous débattiez au milieu des difficultés ? Vous savez bien qu'ils ne vous ont distribué que des promesses et que ces promesses ne vous ont point nourris. Aussi, sans tarder, et tous ensemble, allez trouver

vos maîtres, ceux qui réclament les hypothèques et les impôts, ceux qui exigent les fermages et le service militaire, et dites-leur ceci :

« De même que nos amis, les ouvriers des villes, que nous aimons maintenant que nous les connaissons, nous sommes fatigués de travailler pour faire vivre les parasites. La terre est à ceux qui la cultivent, et le sol ayant besoin de bras, plus personne de chez nous n'ira paresser à la caserne. Puis, nous déclarons que tout ce que nous produirons ira aux seuls producteurs. Pour ce qui est des jambons, des poulets et du bon vin, nous aussi nous les aimons. Dorénavant vous ne les aurez plus ! »

* * *

Camarades,

Nous vous avons parlé longuement. La question en valait la peine. Allons ! travailleurs, voulez-vous continuer à vivre sous le régime du salariat qui vous met à la merci des fantaisies et vexations patronales ? Et vous, paysans, voulez-vous encore vivoter sur la petite propriété que vous ont léguée vos pères et qui vous met à la merci d'une inondation, d'une grêle, d'un gel, d'une tempête ? Voulons-nous supporter les lock-out, les crises industrielles périodiques et les terribles époques de chômage ? Voulons nous exister en nous serrant le ventre continuellement ou par intermittences ? Voulons-nous refuser indéfiniment à nos petiots toutes les joies auxquelles ils ont droit et que notre labeur de producteurs non exploités pourrait leur procurer à tous ? Voulons-nous les voir mourir huit fois plus qu'il ne faut, parce que dans nos taudis l'hygiène est une utopie ? Faut-il tenir aux soucis du lendemain, aux angoisses du terme qui

échoit, de l'impôt qu'il faut payer, de la servitude militaire qui nous réclame ? Nous faut-il vraiment le patronat pour être heureux, la banque et le fisc, l'administration tracassière, la caserne et l'église ? Non, travailleurs, tout cela est de trop. Cela ne doit plus être. Vous ne voulez plus de l'exploitation de l'homme par l'homme. Vous ne voulez plus de la domination de l'homme sur l'homme. C'en est assez.

Révoltez-vous, enfin, prolétaires de tous les pays, paysans et ouvriers qui avez les mêmes désirs de bien-être et de liberté pour tous, hommes et femmes qui voulez vivre en bonne camaraderie, jeunes gens sincères, employés et soldats, qui deviendrez des êtres utiles ; révoltez-vous, car c'est en vous révoltant que vous vous serez émancipés vous-mêmes !

. . . . . .

Ainsi vous parlent des travailleurs, vos frères, qui sont groupés dans la Fédération communiste-anarchiste. Nous ne vous demandons aucun mandat, mais nous vous répéterons encore, comme nos aînés de la « Fédération jurassienne » :

Ouvrier, prends la machine !

Prends la terre, paysan !

Travailleurs, lisez :

L'ACTION ANARCHISTE, 5 centimes le nº, Retinne-Micheroux.

LE RÉVOLTÉ, 5 centimes le nº, rue des Lapins, 7, Uccle.

LE LIBERTAIRE, 10 centimes le nº, rue d'Orsel, 15, Paris.

LES TEMPS NOUVEAUX, 10 centimes le nº, rue Broca, 4, Paris. (5e)

L'ANARCHIE, 10 centimes le nº, rue des Amandiers, 90, Paris.

LE RÉVEIL, 10 centimes le nº, rue des Savoises, 6, Genève (Suisse)